# Avis d’appel à propositions

# FISONG 2020 – One health

# « Contribuer à la résilience des populations dans le domaine de la santé globale »

# publie le 21 avril 2020

Dans le cadre de la Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG (FISONG), l’Agence française de développement (AFD) se propose de subventionner des ONG pour la réalisation de projets de terrain innovants selon un cadre défini.

L’AFD reconnaît aux ONG des savoir-faire spécifiques, une capacité d’innovation, une proximité avec le terrain et les groupes cibles de son action ainsi qu’une capacité de plaidoyer qui l’intéressent. La « Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG » (FISONG) se propose de les valoriser, et d’exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec les actions et l’expertise de l’AFD autour d’actions concrètes. Le dispositif FISONG a pour vocation de financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises et internationales en partenariat avec des organisations du Sud.

Le présent appel à propositions vise à mettre en œuvre des opérations innovantes sur la thématique « One health » pour contribuer à la résilience des populations dans le domaine de la santé globale. Il est doté d’une enveloppe de 2,5 millions d’euros.

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement. Le dossier complet est remis par les ONG dans un délai de dix semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 30 juin à midi** (heure de Paris) **à l’AFD**.

**Les propositions complètes, note-projet et dossier administratif en version électronique, devront être réceptionnées au plus tard le 30 juin à midi (heure de Paris) à l’adresse suivante :** [**fisong@afd.fr**](mailto:fisong@afd.fr)

Les documents doivent être au format pdf et la taille maximum de l’envoi (message et document(s) attaché(s)) est limitée à 8 Mo.

L’objet du mail doit être : FISONG 2020\_One health\_[nom de l’OSC]

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète sera écartée.**

**La version papier de la proposition complète peut être envoyée à l’adresse suivante :**

**Agence Française de Développement**

Marie EDAN

Division « Agriculture, développement rural et biodiversité »

**5, rue Roland Barthes**

**75598 PARIS cedex 12**

Des demandes d’informations peuvent être adressées à l’AFD au plus tard d’ici le 15 mai 2020 par **mail uniquement** à l’adresse suivante : [fisong@afd.fr](mailto:fisong@afd.fr). **Après cette date limite, l’AFD ne recevra plus de questions.** Elle publiera sur son site Internet l’ensemble des réponses aux questions adressées au plus tard le 29 mai 2020.

**Composition du présent appel à propositions :**

1. [Cadre général de la FISONG](#CadreGeneral)
2. [Modalités de pré sélection et de sélection](#ModalitésPreselSel) définitive des propositions
3. Termes de référence
4. [Modèle de note projet](#NoteProjet)

Cadre général de la FISONG

L’instrument de financement « Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG » se distingue des instruments classiques de financement ou cofinancement de projets portés par les ONG par sa volonté de promouvoir l’innovation d’une part, et le dialogue sectoriel entre l’AFD et les ONG d’autre part, ainsi que par son mode de fonctionnement. Par innovation sectorielle, on entend la recherche partagée, entre l’AFD et les ONG, de nouveaux modes d’intervention, procédés techniques, dispositifs organisationnels ou partenariats permettant de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Instrument basé sur l’expérimentation, la recherche de créativité, la recherche – développement et la modélisation, la FISONG a pour vocation de promouvoir l’innovation dès la définition des thèmes d’intervention. Ainsi, le processus de concertation AFD-ONG sur la définition des thèmes, puis l’organisation d’une concertation spécifique sur chaque thème ont pour objectif de permettre une meilleure identification des potentiels d’innovation en amont du lancement des appels à propositions.

**Article 1. Clauses et conditions générales**

**1.1** La Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG vise à financer des projets de développement innovants portés par des ONG françaises, internationales ou étrangères correspondant soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer. Les projets soutenus devront s’inscrire dans l’un ou l’autre de ces deux cas de figure. Peuvent être considérées des innovations conceptuelles (la création de techniques, formes d’organisations, dispositifs d’action, etc.…) ou contextuelles (la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte).

**1.2** Le partenariat entre ONG internationale ou française et ONG locale(s) est fortement recommandée et constitue un critère d’analyse des propositions. L’AFD retient comme définition du partenaire une organisation de la société civile qui, en partenariat avec l’ONG porteuse du projet, assume l’identification, la conception et la réalisation sur le terrain du projet cofinancé. La structure peut être formelle ou informelle.

**1.3** Cet instrument a pour vocation le financement, sur subventions, de projets opérationnels dans les secteurs jugés prioritaires après concertation entre l’AFD et les ONG.

**1.4** Chaque ONG ne peut - seule ou en groupement - soumettre qu’une seule proposition. Si une ONG participe à plusieurs propositions en tant que chef de file ou partenaire, celles-ci seront éliminées. En cas de groupement d’ONG, les activités et rémunérations de chaque organisation devront apparaître explicitement dans les différentes composantes du projet.

**1.6** L’AFD se réserve la faculté de ne pas donner suite aux appels à propositions.

**Article 2. Mode opératoire**

**2.1** Dans le cadre de la FISONG, l’AFD se propose de contribuer au financement des dépenses nécessaires à la réalisation de projets conçus et définis par les ONG d’une durée moyenne de 3 à 5 ans.

**2.2** Le concours de l’AFD ne peut financer plus de 90% maximum du budget total TTC du projet. Sont par ailleurs inéligibles au financement FISONG :

* 1. des dépenses non directement liées au projet,
  2. les prestations effectuées dans le cadre d’une intervention en qualité d’opérateurs dans d’autres projets financés par l’AFD en cours d’instruction ou d’exécution,
  3. des dépenses pour lesquels un financement a initialement été accordé par un autre bailleur,
  4. des nouvelles tranches de financement pour un projet soutenu par une précédente FISONG.

**2.3** En cas de sélection du projet, le financement des opérations fera l’objet d’avances comme suit : 30% d’avance à la signature de la convention de financement, 60% d’avance après la remise d’un rapport d’audit financier et d’un compte-rendu d’exécution sur la première partie de l’opération, et une tranche de 10% à la remise de l’audit final et du rapport d’exécution final.

**1.4** Les ONG prendront en charge tous les frais afférents à la préparation de leurs offres. L’AFD ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, ni tenue de les payer.

**Article 3. Présentation des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, remis dans un délai de dix semaines à compter de la publication de l’appel à propositions, soit **une remise du dossier complet au plus tard le 30 juin à midi** (heure de Paris) **à l’AFD**. Si sa proposition est retenue, l’ONG sera ensuite invitée à élaborer un dossier technique et financier en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**Article 4. Audit, évaluation et capitalisation**

Les ONG bénéficiaires d’une subvention contractualisent avec un cabinet d’audit pour effectuer les vérifications concernant l’utilisation des fonds du projet, dont le choix fera l’objet d’un accord de non objection de l’AFD. Cette prestation est prévue dans le plan de financement et imputée sur les fonds du projet. Il est recommandé que les frais d’audit correspondent à 2% du budget sollicité.

L’ONG doit par ailleurs budgéter une évaluation ex post externe. La convention de financement précisera alors qu’un ANO de l’AFD devra être sollicité sur les termes de référence et les modalités de sélection des évaluateurs.

Des actions de capitalisation seront en outre prévues pour tirer les enseignements des différents projets de chaque FISONG.

**Article 5. Monnaie de contrat et monnaies de paiement**

Les ONG établiront obligatoirement leur proposition en euros qui est la monnaie de la convention de financement.

Le budget sera établi TTC globales et forfaitaires, ferme et non révisable.

**Article 6. Connaissance des lieux et des conditions de l’appel à propositions**

Par le fait même de déposer leurs propositions, les ONG sont réputées :

- avoir pris connaissance des conditions de l’appel à propositions décrites dans les présentes et les accepter ;

- avoir une parfaite connaissance de la nature et de l’envergure des actions à réaliser, des conditions de travail locales ainsi que de toutes les sujétions que ces actions comportent.

**Article 7. Ouverture des propositions et comité de sélection**

L’ouverture puis la sélection des propositions seront effectuées à Paris, au siège de l’Agence française de développement par une Commission composée au minimum de 3 personnes et présidée par le responsable de la FISONG thématique. Un représentant de Coordination SUD assiste à la Commission d’ouverture des plis et à la Commission de sélection en qualité d’observateur de la régularité de la procédure.

**Article 8. Eclaircissements apportés aux propositions**

Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des propositions, la Commission de sélection peut demander aux ONG des éclaircissements relatifs à leur proposition.

**Article 9. Détermination de la conformité des propositions**

La Commission peut éliminer les propositions émanant d’ONG n’ayant manifestement pas la capacité humaine et financière à mettre en œuvre un projet dans le pays concerné.

**Article 10. Evaluation et classement des propositions**

La Commission de sélection des propositions effectuera l’évaluation et la comparaison des propositions qui auront été reconnues conformes aux dispositions prévues. **La notation des propositions** sera établie sur 110 points selon le barème suivant[[1]](#footnote-1)**:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués |
| **Pertinence du projet en termes d’innovation et d’insertion dans le contexte local (20)** | | |
| Caractère innovant | 10 | L’existence d’un diagnostic et l’argumentaire développé sur cette base pour justifier le caractère innovant du projet tant au niveau thématique / technique qu’au niveau du ou des pays retenu(s). |
| Pertinence du projet proposé par rapport à la thématique de la FISONG | 10 | - réponse à des besoins présents et futurs  - efficacité et efficience dans la réponse à ces besoins  - acceptabilité et cohérence avec le contexte  - explicitation de l’intégration du projet proposé dans une approche « One Health / EcoHealth » et par les communs  - activités majoritairement menées par des équipes pluridisciplinaires |
| **Conduite du processus d’innovation (30)** | | |
| Processus d’innovation | 10 | La présentation de l’étape d’innovation soumise pour financement et son articulation avec ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval. La clarté et la faisabilité du processus |
| Partenariats pour l’innovation | 10 | La diversité des partenariats proposés, la démarche visant à les consolider et à favoriser l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion, les dispositifs de coopération entre les partenaires |
| Evaluation et capitalisation | 10 | Qualité des dispositions avancées pour l’évaluation des innovations, la capitalisation et la diffusion des acquis |
| **Intégration locale du projet (20)** | | |
| Valorisation des ressources locales | 10 | Valorisation des savoirs, savoir-faire et compétences locales et nationales pour la mise au point de l’innovation |
| Cohérence / politiques publiques | 10 | La cohérence du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et sa capacité à les inspirer |
| **Moyens mis en œuvre (40)** | | |
| Budget | 10 | L’adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l’efficience, la pérennité |
| Capacités de l’ONG ou du consortium | 10 | Capacités à conduire un processus d’innovation et un dialogue sectoriel avec l’AFD ou dispositions prévues pour les acquérir |
| Méthodologie | 10 | La méthodologie générale de mise en œuvre du projet |
| Genre | 10 | Contribution à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs. |

**Article 11. Droit reconnu à l’AFD de rejeter toute proposition**

L’AFD se réserve le droit de rejeter toute proposition, d’annuler la procédure d’appel à propositions aussi longtemps qu’elle n’a pas attribué la ou les subventions, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l’égard des ONG concernées et sans devoir les informer des raisons pour lesquelles elle a annulé l’appel à propositions ou rejeté leur proposition.

**Article 12. Validation des dossiers techniques et financiers**

Après la sélection du projet par la Commission de sélection, le Responsable d’équipe projet l’instruit dans le cadre d’un dialogue sectoriel. L’ONG reste libre d’intégrer ou non les suggestions et l’AFD libre de ne pas poursuivre l’instruction de la proposition. Les éléments suivants pourront notamment constituer, parmi d’autres, une cause de non validation de la proposition finale de l’ONG :

* refus de participer à un dialogue sectoriel avec le Responsable d’équipe projet, visant à enrichir la proposition,
* refus de présenter les arguments expliquant la non-intégration d’amendements suggérés par le Responsable d’équipe projet FISONG,
* écart de plus de 10 % entre le budget demandé à l’AFD dans la note projet et celui développé dans le cadre du dossier technique et financier.

**Article 13. Caractère confidentiel**

**13.1**. Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation, à la comparaison des propositions et aux recommandations relatives à l’attribution de la ou des subvention(s) ne pourra être divulguée aux ONG ou à toute autre personne étrangère à la procédure d’examen et d’évaluation, après l’ouverture des plis et jusqu’à l’annonce de l’attribution de la ou des subvention(s) à ou aux ONG retenue(s).

**13.2.** Toute tentative effectuée par une ONG pour influencer la Commission au cours de la procédure d’examen, d’évaluation et de comparaison des propositions conduira au rejet de la proposition de cette ONG.

**Article 14. Information sur le processus de sélection et d’octroi**

**14.1.** Les ONG ayant été retenues par la Commission de sélection en seront informées par courrier, ce dernier fixant le délai de préparation du dossier technique et financier complet qui permettra de servir de support pour le dialogue avec le Responsable d’équipe projet, ainsi que les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

**14.2.** Une fois les dossiers technique et financier formellement validés par l’ONG et le concours accordé par les instances de décision internes, l’AFD en informera par courrier la ou les ONG.

**Article 15. Signature de la convention de financement**

Le Responsable d’équipe projet enverra à l’ONG bénéficiaire de la subvention un courrier l’informant de l’octroi du concours, puis le projet de convention de financement pour accord avant signature.

Modalités de selection et de validation finale des propositions

Le processus qui conduit à l’accord de financement est effectué en deux temps :

1) sélection sur la base d’une note-projet accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement,

* + - Concernant le(s) principal/principaux partenaires, il conviendra deremplir de manière exhaustive la « fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet », annexée au modèle de note projet.
    - Pour les autres structures (partenaires secondaires, interlocuteurs ponctuels, parties prenantes…), il n’est pas nécessaire de fournir un dossier administratif ou une fiche spécifique. Toutefois, il est important de bien mentionner dans la note-projet les rôles et interventions de ces structures au cours du projet et de les indiquer comme « partenaires locaux » dans la fiche « Données concernant l’ONG » figurant en annexe 1 de l’appel à propositions.

2) validation d’un dossier technique et financier élaboré par chaque ONG dont le projet a été sélectionné.

**2.1 MODALITES DE sélection des propositions**

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet et ses annexes accompagnée d’un dossier administratif relatif à l’ONG soumettant la demande de cofinancement, rédigés en français. Les dossiers en anglais sont également acceptés sous réserve que la note projet soit accompagnée d’un résumé en français.

Les propositions complètes, note-projet et dossier administratif en version électronique, devront être réceptionnées au plus tard le 30 juin à midi (heure de Paris) à l’adresse suivante : [fisong@afd.fr](mailto:fisong@afd.fr)

Les documents doivent être au format pdf et la taille maximum de l’envoi (message et document(s) attaché(s)) est limitée à 8 Mo.

L’objet du mail doit être : FISONG 2020\_One health\_[nom de l’OSC]

Les propositions complètes devront comprendre : la note-projet et ses annexes compilées en un seul document (pour pouvoir être envoyé aux différents membres du comité par voie informatique) ainsi que le dossier administratif complet.

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus ou incomplète (voir check list ci-dessous) sera écartée.**

En cas de dépôt physique à l’AFD (non obligatoire), les propositions complètes doivent comprendre :

* une « version papier » avec 1 exemplaire de la note-projet et 1 exemplaire du dossier administratif
* une « version électronique » sur CD ou clé USB de la note-projet et ses annexes compilée en un seul document (pour pouvoir être envoyé aux différents membres du comité par voie informatique) ainsi que le dossier administratif complet.

Ces éléments doivent être placés dans deux enveloppes fermées et cachetées. L’enveloppe extérieure portera seulement l’adresse du destinataire (voir ci-dessous). L’enveloppe intérieure portera seulement les mentions : « Réponse à l’appel à propositions AFD Fisong 2020 One health – A n’ouvrir qu’en séance de dépouillement ».

Les propositions complètes devront être réceptionnées au plus tard le 30 juin 2020 à midi à l’adresse suivante :

Agence française de développement

Marie EDAN

Division « Agriculture, développement rural et biodiversité »

5, rue Roland Barthes

75598 PARIS cedex 12

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible:**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** | |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), en version électronique (format pdf) |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** | |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en version électronique |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’assemblée générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 1. Bilans et comptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente : 2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics) 3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollicités ou à solliciter) |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration. |  |

**2.2 ELABORATION ET VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS**

Dès réception de la notification de sélection de son projet, l’ONG pourra engager le processus de construction de sa proposition finale, selon le modèle de dossier technique et financier fourni par l’AFD. L’ONG est invitée à l’élaborer en y intégrant d’éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD, et à soumettre les dossiers administratifs pour l’ensemble des partenaires du projet.

Les dossiers techniques et financiers seront fournis au plus tard deux mois après la notification de la décision de sélection par la Commission de sélection, en 2 exemplaires datés et signés, soit un original et une copie, marquée comme tels.

L’un des objectifs du dispositif FISONG étant de favoriser un dialogue sectoriel entre les ONG et l’AFD, il est souhaité qu’un tel dialogue ait lieu lors de l’élaboration de chaque proposition finale, de façon à enrichir le projet en vue de sa validation. Pour cela, chaque ONG (ou chef de file d’un groupement d’ONG) prendra contact avec le(s) responsable(s) de la FISONG afin de connaître l’identité du Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD comme étant son interlocuteur (ce peut être le responsable thématique de la FISONG ou un autre responsable sectoriel). Elle contactera ensuite ce Responsable d’équipe projet pour envisager une ou plusieurs rencontres pour échanger sur la base du dossier technique et financier.

A l’issue de ce processus, le Responsable d’équipe projet donnera son accord en vue de la validation du dossier technique et financier, s’il considère que la proposition finale reflète le contenu de la note-projet tout en intégrant certains éléments issus du dialogue qu’il aura conduit avec l’ONG. En cas de désaccord entre le Responsable d’équipe projet et l’ONG quant à certaines orientations du projet, l’ONG reste libre de ses choix, à conditions qu’ils soient conformes à la proposition sélectionnée (et en particulier à la note-projet) et que l’ONG ait exposé ses arguments justifiant son refus d’adopter des modifications demandées par le Responsable d’équipe projet.

Une fois les dossiers technique et financier validés par le Responsable d’équipe projet et l’ONG (ONG tête de file en cas de consortium), ils seront soumis aux instances de décision d’octroi.

Termes de référence

# FISONG 2020 – One health

# « Contribuer à la résilience des populations

# dans le domaine de la santé globale »

[Liste des acronymes 11](#_Toc38289218)

[1. RAPPEL SUR L’INSTRUMENT FISONG 12](#_Toc38289219)

[2. L’approche « One Health » : de l’intérêt de travailler aux interfaces entre la santé humaine, animale et écosystémique 12](#_Toc38289220)

[La genèse du concept « One Health » 12](#_Toc38289221)

[La plus-value de l’approche « One Health » 14](#_Toc38289222)

[La face émergée de « One Health » : zoonoses et résistance antimicrobienne 14](#_Toc38289224)

[L’accroissement des tensions à l’interface santé humaine - animale et environnementale 15](#_Toc38289225)

[La face immergée de « One Health » : les problématiques de santé publique de demain ? 15](#_Toc38289226)

[Les limites du concept 16](#_Toc38289227)

[La place de la santé écosystémique 16](#_Toc38289228)

[Biodiversité & santé 17](#_Toc38289229)

[Climat & santé 18](#_Toc38289230)

[Les enseignements de l’approche par les communs 18](#_Toc38289231)

[Evaluation de « One Health » : où en sommes-nous ? 20](#_Toc38289232)

[3. ORIENTATIONS DE L’APPEL À PROPOSITIONS 20](#_Toc38289233)

[Finalité 20](#_Toc38289234)

[Lignes directrices générales 20](#_Toc38289235)

[Périmètre thématique 20](#_Toc38289236)

[Périmètre géographique 21](#_Toc38289237)

[Durée des projets 21](#_Toc38289238)

[Bénéficiaires 21](#_Toc38289239)

[Approche genre 21](#_Toc38289240)

[Modes d’intervention transversaux 22](#_Toc38289241)

[Lignes directrices détaillées 23](#_Toc38289242)

[Cadre d’intervention 23](#_Toc38289243)

[Analyse de contexte 23](#_Toc38289244)

[Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation 23](#_Toc38289245)

[Démarche d’innovation 23](#_Toc38289246)

[Suivi et évaluation du projet 24](#_Toc38289247)

[Capitalisation 24](#_Toc38289248)

[Qualification et expérience des ONG 24](#_Toc38289249)

[Budget 25](#_Toc38289250)

[Critères d’évaluation des propositions 25](#_Toc38289251)

[Calendrier prévisionnel 26](#_Toc38289252)

[4. Le FFEM : un outil de financement complémentaire pour des projets « One Health » innovants 27](#_Toc38289253)

[Soumettre un projet au FFEM 27](#_Toc38289254)

# Liste des acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| **AFD** | Agence française de développement |
| **ARB** | Division Agriculture, développement rural et biodiversité (AFD) |
| **CDB** | Convention sur la diversité biologique |
| **FAO** | Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture |
| **FISONG** | Facilité d’innovation ONG |
| **ODD** | Objectif de développement durable |
| **OIE** | Organisation mondiale pour la santé animale |
| **OMS** | Organisation mondiale de la santé |
| **ONG** | Organisation non gouvernementale |
| **POS IV** | Plan d’orientation stratégique IV (AFD) |
| **UE** | Union européenne |

# 

# RAPPEL SUR L’INSTRUMENT FISONG

Créée en 2007, la FISONG permet le développement de partenariats entre des ONG françaises ou internationales et l’AFD, autour du cofinancement de projets innovants sur les différents secteurs qui touchent au développement. **Le critère d’innovation constitue la spécificité du financement FISONG** et à ce titre elle se distingue des autres lignes de financements proposés par l’AFD aux ONG. Ainsi, ce mode de financement restreint le panel des projets susceptibles d’être financés à ceux qui proposent l’exploration de nouvelles manières de faire.

Par « innovation », l’AFD entend la recherche de nouveaux modes d’intervention apportant une réelle plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques, organisationnels et/ou de partenariats mis en œuvre, susceptibles de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Ces processus novateurs peuvent correspondre **soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle, à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer**. Peuvent être considérées comme :

* **Innovations conceptuelles :** la création de techniques, de formes d’organisations, de dispositifs d’action, etc.
* **Innovations contextuelles :** la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte. Dans ce cas, le contexte de mise en œuvre devra être à la fois radicalement nouveau et présent dans d’autres situations, pour que l’opération novatrice soit porteuse d’enseignements utiles pour d’autres terrains.

La FISONG a pour objet de :

* valoriser et encourager les capacités d’innovation et de capitalisation des ONG ;
* créer des synergies entre l’AFD et les ONG pour améliorer la coordination des politiques publiques avec les initiatives de la coopération non gouvernementale ;
* renforcer le partenariat avec les ONG comme vecteurs d’aide adaptés à des situations d’absence ou de défaillance des maîtrises d’ouvrages publiques.

Depuis 2008, 32 appels à propositions ont été lancés, 85 projets retenus pour un financement total d’environ 55,8 millions d’euros (650 000 euros en moyenne par projet).

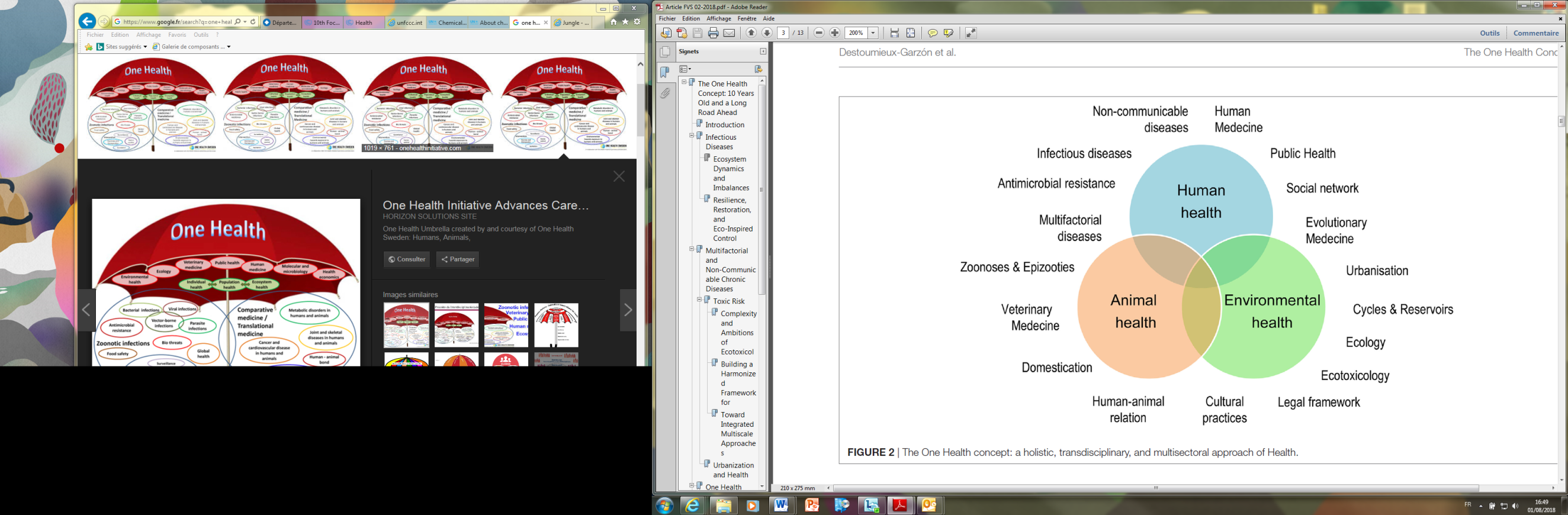
Pour en savoir plus sur l’outil FISONG : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

# L’approche « One Health » : de l’intérêt de travailler aux interfaces entre la santé humaine, animale et écosystémique

## La genèse du concept « One Health »

Depuis plusieurs années, un terme se diffuse dans les cercles d’expert-e-s en santé : « One Health ». Avant d’envisager ses modalités de déclinaison opérationnelle, il convient de noter que « One Health » est un concept dont l’objectif primaire a été de sensibiliser sur la manière même de penser la santé. Souvent représentée par un diagramme de Venn (*figure 1*), l’approche « One Health » peut être décrite comme **la volonté de promouvoir la collaboration interdisciplinaire entre trois champs de la santé : systèmes et acteurs en santé humaine, en santé animale et en santé écosystémique ou environnementale, voire de l’environnement au sens large.** Il n’existe pas de définition stricte du concept, ce qui est à l’origine à la fois des opportunités et des limites qui en découlent. Les différentes descriptions de « One Health » ont toutefois en commun deux caractéristiques : 1) la volonté de penser la santé de manière holistique avec comme points de repères les trois piliers que sont les humains, les animaux et les écosystèmes, et grâce à ce regard élargi, 2) l’objectif de déclencher des collaborations concrètes à l’interface entre ces différents espaces de la santé.

*Figure 1 : Représentations de « One Health »[[2]](#footnote-2)*



La reconnaissance au cœur de « One Health » de liens intimes entre la santé humaine, la santé animale et l’environnement est loin d’être nouvelle. Au contraire, elle renvoie à des conceptions antiques telles qu’énoncées dans les écrits d’Hippocrate ou d’Aristote. Nombreux sont les médecins et vétérinaires qui après la Renaissance ont infusé leurs travaux d’un regard transdisciplinaire en santé[[3]](#footnote-3). Cette intuition de l’interconnexion entre santé humaine, animale et environnement s’est-elle effacée en pratique suite à la spécialisation et la sectorialisation de la santé dans nos sociétés modernes ? Plusieurs épidémies issues du monde animal ont quoiqu’il en soit fortement marqué la communauté internationale au tournant du 21e siècle, faisant émerger la terminologie « One Health » et donnant un second souffle à cette appréhension holistique de la santé (encéphalopathie spongiforme bovine dans les années 90, syndrome respiratoire aigu sévère en 2003, grippe aviaire H5N1 en 2004, maladie à virus Ebola entre 2014 et 2016). Ces crises sanitaires mondialisées ont rappelé l’importance de replacer la santé humaine dans son contexte, aux côtés et en lien avec la santé animale et l’environnement.

Au niveau international, l’OMS, l’OIE et la FAO se sont rapprochées en 2010 sous la forme d’une alliance tripartite afin de porter ensemble l’approche « One Health » et incarner la collaboration en santé à l’interface humain-animal-écosystème. **Cette alliance est ce qu’il y a de plus proche aujourd’hui d’un « visage institutionnel » de « One Health ».** Support d’un plaidoyer politique à l’échelle internationale, elle s’articule autour de sujets prioritaires énoncés dans une première note en 2010[[4]](#footnote-4), renouvelés et étendus dans une note en automne 2017[[5]](#footnote-5). Dans le paysage stratégique international, l’approche « One Health » renvoie également à l’ODD 3 sur la santé et le bien-être, aux ODD 2 et 6 en lien avec la sécurité alimentaire, à l’ODD 13 avec le changement climatique et les ODD 14 et 15 avec la santé et protection de la faune et de la flore (ODD 14 et 15).

## La plus-value de l’approche « One Health »

Conceptuellement, l’approche « One Health » permet de détourner le regard d’une perception anthropocentrée de la santé réduite aux maux et maladies des humains. Elle appelle à concevoir des stratégies et des opérations interdisciplinaires qui mettent la santé en lien avec les activités humaines et animales et la gestion des écosystèmes**. L’approche « One Health » présente une véritable plus-value qui se décline à trois niveaux différents** (figure 2) qui peuvent être représentés par un iceberg.

*Figure 2 : Métaphore de l’iceberg pour représenter les différents niveaux de sujets concernés par l’approche « One Health »*

### 4_6003400648060568229

### 

### La face émergée de « One Health » : zoonoses et résistance antimicrobienne

L’intérêt de l’approche est visible et intuitif en ce qui concerne ses « sujets d’origine », en particulier les zoonoses et la résistance antimicrobienne, par nature transdisciplinaires :

* L’approche « One Health » a dès son émergence était saisie pour repenser les systèmes de gestion des maladies infectieuses, en particulier les **maladies zoonotiques** qui se transmettent entre animaux et humains et qui constituent aujourd’hui 60% des maladies infectieuses humaines et 75% des maladies émergentes. En 2010, l’OMS a rappelé l’importance de 17 maladies tropicales négligées parmi lesquelles six sont zoonotiques[[6]](#footnote-6). Elles touchent plus particulièrement les communautés pauvres des pays en développement qui portent une charge triple face à ces maladies : un risque plus grand d’être infecté, une plus grande vulnérabilité une fois infectés, et des chances plus faibles d’être diagnostiqués et guéris ; réalité d’autant plus marquée chez les femmes. Si les modalités générales de transmission des zoonoses sont connues depuis longtemps, la pression apportée par la mondialisation sur la fréquence et la transmission de ces maladies a révélé les fragilités des systèmes de surveillance, de préparation et de riposte. L’approche « One Health » a mis en lumière l’importance de la prévention et de la préparation collaborative entre les systèmes de santé humaine et de santé animale. Aujourd’hui, les populations humaines servent encore trop souvent de sentinelles à des maladies qui peuvent être détectées dans la faune sauvage ou domestique. D’après la Banque mondiale, alors que les pandémies font partie des trois risques mondiaux majeurs avec le changement climatique et les crises financières, les moyens alloués à leur atténuation sont significativement moins élevés que pour ces deux derniers.
* La **résistance antimicrobienne** est également un enjeu de santé publique majeur. L’augmentation accélérée de la résistance des bactéries vis-à-vis de l’action exercée par des antibiotiques auparavant efficaces pourrait faire faire marche arrière à un nombre important d’acquis de la médecine moderne. S’il est estimé que la résistance antimicrobienne est aujourd’hui à l’origine de 700 000 décès annuels dans le monde, une étude du gouvernement britannique (2014) projette à 10 millions les décès annuels liés à ces résistances si des mesures concertées ne sont pas prises à l’échelle mondiale[[7]](#footnote-7).

### L’accroissement des tensions à l’interface santé humaine - animale et environnementale

L’approche « One Health » s’inscrit dans son époque et se révèle particulièrement pertinente à la lumière d’un ensemble de facteurs anthropiques contemporains qui influent sur les interfaces humain-animal-écosystème. Ils constituent un deuxième niveau d’analyse qui appelle à être attentif-ve à l’ensemble des thématiques émergées et immergées auxquelles s’intéresse l’approche. La pression démographique, l’urbanisation, les migrations et la circulation accrue sont autant d’éléments de la mondialisation qui brisent des barrières et démultiplient les contacts entre les humains, les animaux et les espaces naturels. Cette augmentation des interfaces humain-nature, ainsi que les pollutions et les modes de production agricole actuels, participent à l’érosion de la biodiversité. Le changement climatique et les catastrophes naturelles sont également des vecteurs de changement du visage de la planète. L’ensemble de ces facteurs impacte à différents niveaux les écosystèmes et avec eux les risques sur la santé humaine et animale. Ces facteurs aggravants, en plus de rappeler l’importance du noyau dur des sujets « One Health » font aussi émerger un ensemble plus vaste de thématiques auxquelles l’approche peut également contribuer.

### La face immergée de « One Health » : les problématiques de santé publique de demain ?

Les thématiques évoquées ci-dessus à l’interface entre la santé humaine et animale ne constituent qu’une partie des sujets qui peuvent bénéficier d’un regard « One Health ». La définition ouverte du concept et les facteurs aggravants qui lui sont associés poussent à envisager un ensemble de thématiques émergentes dont l’approche pourrait se saisir. Les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles sur la santé constituent un sujet pour lequel une approche interdisciplinaire et écosystémique s’impose. Les questions d’ecotoxicologie sont également amenées à étudier les impacts d’agents polluants sur la santé des écosystèmes. L’impact de l’utilisation d’intrants chimiques en agriculture, les liens entre l’érosion de la biodiversité et la santé et la pollution de l’air font également partie de thématiques transversales vers lesquelles l’approche « One Health » pourrait davantage s’orienter. Enfin, les questions de santé urbaine liées à l’expansion des villes, l’augmentation des populations et la pollution urbaine constituent également un ensemble de problématiques à l’interface entre l’environnement urbain et la santé publique. Ces sujets ne sont que quelques exemples de thématiques pouvant bénéficier d’un regard « One Health », et leur périmètre est loin d’être délimité sur le plan théorique.

## Les limites du concept

Le concept « One Health » est percutant dans sa capacité à souligner l’importance de la santé. Il se distingue de la perception compassionnelle de la santé souvent assimilée à la lutte contre les maladies humaines en démontrant l’interdépendance entre humain, animal et écosystèmes. Malgré cette attractivité, « One Health » présente un certain nombre de faiblesses, à commencer par l’absence de consensus sur son périmètre. Concerne-t-elle la triple interface entre santé humaine, animale et écosystémique qui, hors de la théorie et de quelques exemples, permet une application limitée du concept ? Ou peut-il s’agir des interfaces entre santé humaine et animale d’une part, mais aussi entre santé humaine et écosystémique de l’autre ? La tendance semble plutôt s’être portée vers cette deuxième déclinaison, en particulier à l’interface entre la santé humaine et animale en traitant des 2 « sujets d’origine » que sont les zoonoses et la résistance antimicrobienne.

### La place de la santé écosystémique

La quasi absence de la santé écosystémique dans la mise en œuvre de « One Health » n’est peut-être qu’une question de temps. Les sujets de santé liés à l’environnement de manière générale gagnent en effet en importance depuis plusieurs années, avec, en chef de file, les sujets liés à la pollution de l’air, au changement climatique et ses impacts sur les maladies à transmission vectorielle, à la qualité de l’eau, aux déchets et polluants chimiques, à l’alimentation et la nutrition. On parle ici de risques environnementaux mais ils peuvent tout à fait être perçus comme des marqueurs de la santé écosystémique.

L’importance de veiller à la santé écosystémique s’est traduite par l’apparition du concept EcoHealth[[8]](#footnote-8), porté principalement par des écologues. Son champ s’intéresse aux déterminants écosystémiques et sociaux de la santé et s’étend des maladies de la faune sauvage à la prévention des pandémies, en passant par les maladies hydriques, la pollution de l’air, l’utilisation des sols ou encore la santé urbaine. Ainsi, si EcoHealth s’inscrit dans une dynamique similaire à « One Health », elle s’intéresse plus directement à la santé écosystémique, est portée par des acteurs et actrices spécifiques dont davantage issus des sciences humaines, et s’apparente peut-être plus à un champ de la recherche qu’à une approche dont la vocation est politique. Deux sujets phares émergent aujourd’hui et peuvent représenter des voies d’opérationnalisation de ce concept :

### Biodiversité & santé

L’attention portée aux liens entre biodiversité et santé gagne en importance depuis plusieurs années dans les instances techniques internationales et en partie dans le cadre des approches « One Health » et « EcoHealth ». Les 196 Etats membres de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont adopté en 2010 un plan stratégique et, en collaboration avec l’OMS, un rapport exhaustif sur les liens entre biodiversité et santé humaine[[9]](#footnote-9) a été publié en 2015 afin de consolider et mettre à niveaux les connaissances à ce sujet. Il distingue en particulier trois formes de liens :

1. La protection de la biodiversité peut entraîner des **co-bénéfices ou impacts indirects sur la santé** (par ex., la diversité des génotypes est à l’origine de nutriments et composés médicinaux variés ; la préservation de la pollinisation, pierre angulaire des cultures agricoles, a des co-bénéfices évidents pour la nutrition). Les impacts de la biodiversité ne sont cependant pas toujours positifs et elle peut constituer une source de pathogènes à l’origine de risques accrus pour la santé humaine.
2. **La biodiversité et la santé sont concernés par les mêmes facteurs aggravants** (résistance antimicrobienne, changement climatique ou pollution de l’air et de l’eau) et peuvent donc bénéficier ensemble d’une réponse mutualisée face à ces risques.
3. Des interventions dans le secteur de la santé et dans celui de la biodiversité peuvent avoir des **impacts directs l’un sur l’autre**. En général, on retrouve quatre thématiques nourrissant ces divers liens à l’interface entre santé et biodiversité :
   1. La biodiversité joue un rôle essentiel sur **la nutrition** en offrant un éventail de ressources génétiques pour les cultures et espèces consommées et en permettant à une diversité d’espèces d’effectuer leurs services de régulations des écosystèmes. Dans le cadre d’une approche « One Health », les liens entre biodiversité et santé renvoient donc aux modes agricoles et aux impacts qu’ont ceux-ci sur la biodiversité et la nutrition.
   2. La biodiversité offre un éventail de ressources clefs pour la **recherche médicale et la médecine traditionnelle** à laquelle a recours 60% de la population mondiale.
   3. Les liens entre la biodiversité et **les maladies infectieuses** sont complexes et dépendent des maladies et écosystèmes en question. Il est toutefois admis que l’émergence et la distribution de ces maladies sont sensibles aux modifications des écosystèmes.
   4. Les microorganismes sont la forme la plus abondante de biodiversité sur la Terre et parmi eux, **la microflore humaine** est parfois décrite comme le « lien sous-estimé entre la biodiversité et la santé humaine ».

Les thématiques ci-dessus ne sont pas exhaustives. Les liens entre **biodiversité urbaine** – à travers les espaces verts – et **santé physiologique et mentale**, ou encore les **co-bénéfices spirituels de la biodiversité**, appelés « services écosystémiques culturels », sont parfois également cités.

Malgré ces nombreuses thématiques, peu d’acteurs et d’actrices semblent s’être emparé-e-s de ces sujets et les projets de développement à cette interface sont rares. Le document d’orientation développé par la CDB à ce propos met en avant cinq types de mesures permettant d’appliquer l’approche « One Health » en santé et biodiversité :

* Travailler vers un « environnement favorable » aux liens santé-biodiversité : mise en place d’espace de gouvernance multidisciplinaires dédiés, développement de politiques publiques, application des normes de régulation internationales pertinentes
* Intégrer les impacts en santé dans les évaluations stratégiques environnementales et évaluations d’impacts environnementaux
* Intégrer la collecte de données et la surveillance en favorisant les échanges entre les secteurs de la santé publique, de l’environnement et de la faune sauvage
* Développer des indicateurs permettant d’évaluer l’impact de l’érosion de la biodiversité sur la santé et vice versa
* Renforcer les capacités, éduquer et communiquer autour de cette interface
* Soutenir la recherche dans ce champ interdisciplinaire

### Climat & santé

Depuis la publication du « Plan Climat » du gouvernement français en juillet 2017, l’AFD est devenue la première banque de développement avec un mandat explicite de mise en œuvre de l’Accord de Paris sur le climat (POS IV). Le déploiement de moyens d’atténuation et d’adaptation face au changement climatique fait en effet partie des cinq priorités de la politique de développement de la France, dont l’urgence est indéniable.

Si le changement climatique constitue un facteur aggravant appelant à la mise en œuvre de l’approche « One Health » sur beaucoup de sujets, les problématiques transversales de changement climatique et de santé en sont en soi une déclinaison spécifique et opérationnelle. Cette déclinaison peut même être placée à l’interface santé humaine / santé écosystémique, en considérant le climat comme un composant abiotique de cette dernière. **Bien que la montée récente, dans l’agenda international, des problématiques de santé/changement climatique n’ait pas été portée par l’approche « One Health », il est ici pertinent de les associer dans un but de cohérence et de portage politique plus fort.**

Depuis plus de dix ans, l’OMS souligne la complexité de l’impact du changement climatique sur la santé des populations et des écosystèmes.

Il convient de rappeler que les liens entre changement climatique et santé humaine et animale sont complexes, variables, et font partie d’une mécanique large et ramifiée mettant en jeu de nombreux facteurs environnementaux, sociaux et économiques. Si le changement climatique peut induire des avantages dans certaines régions avec, par exemple, une baisse de la mortalité hivernale ou l’augmentation des productions vivrières, un consensus fort s’est cristallisé, reconnaissant que ses effets sur la santé sont et seront dans l’ensemble largement négatifs. L’OMS projette ainsi à 250 000 les décès supplémentaires annuels liés au changement climatique entre 2030 et 2050, et classe les effets sanitaires du changement climatique selon trois grandes catégories en fonction de leur origine (chaleurs extrêmes, catastrophes naturelles et variation des précipitations, maladies infectieuses).

L’entrée « climat » de « One Health » ouvre ainsi la porte vers des projets de développement consacrés au renforcement de la « résilience climatique » des systèmes de santé. Cette résilience peut se matérialiser à travers deux systèmes en particulier : le **développement de systèmes de surveillance des maladies et d’alerte précoce**, et le **renforcement des structures de santé**.

### Les enseignements de l’approche par les communs

Dans sa formulation classique, l’approche « One Health » suit la trajectoire des biens publics mondiaux qui supposent une gouvernance mondiale supra-étatique en mesure de mettre en place des outils réglementaires et économiques s’imposant à l’ensemble des acteurs et actrices : elle est ainsi principalement pilotée « par le haut » par des organisations internationales et elle s’intéresse en grande majorité aux zoonoses transfrontalières et à leur surveillance via le renforcement de capacité des Etats, dans une vision anthropocentrée de la santé mondiale. Or, s’intéresser aux liens entre santé humaine, animale et écosystémique sur un territoire donné mérite la mobilisation d’autres acteurs et actrices de ces territoires. Cette mobilisation va au-delà de la simple consultation : il s’agit pour ces acteurs et actrices d’être mobilisé-e-s pour préserver, enrichir, créer des ressources communes. A cet égard, l’approche « One Health » mérite d’être enrichie par la mobilisation des communs.

Les communs font l’objet depuis 2015 d’un programme de travail piloté par l’équipe de recherche de l’AFD en lien avec les équipes opérationnelles. En se saisissant de cette notion née dans le champ académique des sciences sociales, l’AFD s’est intéressée à l’émergence et au soutien de communs dans ses différents secteurs d’intervention : foncier, gestion des ressources naturelles, accès à l’eau ou à l’énergie, irrigation, transport, accès à la santé, à la nutrition, ou encore économie collaborative. Loin d’être un mot d’ordre, les communs sont mobilisés comme une approche afin de soutenir l’action collective portée par les acteurs et actrices au plus proche de la production/préservation de ressources communes.

L’étude académique des communs abonde de divers cadres d’analyse permettant de favoriser la réussite de ces actions collectives.

**Comprendre les communs**

Les communs renvoient à l’action collective et aux modes de gouvernance mis en place autour de ressources partagées, qu’elles soient matérielles ou immatérielles. Ils caractérisent la manière dont des communautés d’usager-e-s ou d’intérêts émergent au contact de ressources, ou se constituent pour les produire, et élaborent des règles afin d’en organiser l’usage tout en préservant l’écosystème dont elles sont un élément. Beaucoup étudiés pour la gestion des ressources naturelles, les communs s’étendent aujourd’hui à de nombreux domaines : production d’un service, conservation d’un savoir-faire ancien ou encore construction collective de connaissances via le numérique en revisitant la notion de propriété intellectuelle. Les communs ont plus récemment gagné le monde politique et militant en étant perçu comme un projet de société qui ouvre la voie vers une citoyenneté active et des valeurs telles que l’équité et le bien-vivre ensemble.

Par rapport à l’approche « One Health », les communs permettent de compléter les questionnements :

* Comment une action collective interdisciplinaire sur un sujet à l’interface santé humaine/animale/écosystémique est-elle instituée ? Comment s’inscrit-elle et renforce-t-elle des initiatives déjà ancrées dans le territoire ? Dans quelle mesure le mode de gouvernance émergent recouvre-t-il les différents systèmes sociaux et environnementaux en jeu ?
* Des ressources collectives sont-elles générées ? Des connaissances sont-elles co-construites ? Comment s’organise leur diffusion et leur accès et dans quelle mesure l’ensemble des catégories sociales en bénéficient-elles ?
* Comment les différents acteurs et actrices, dont les intérêts peuvent diverger, s’organisent-ils selon une trajectoire commune et élaborent-ils et elles des règles partagées ? Comment le respect de ces règles est-il piloté ?
* Comment des savoirs traditionnels – en médecine humaine, au sujet des écosystèmes locaux – sont-ils valorisés, au profit de ces sociétés traditionnelles, et mobilisés afin de faire le lien entre santé humaine et environnement ? Cet enjeu peut intégrer une perspective de genre, avec une attention particulière aux rôles des femmes dans la construction et la transmission de ces savoirs.
* Comment sont définis des cadres de suivi-évaluation embarquant des acteurs et actrices varié-e-s dont les intérêts peuvent diverger ? Comment s’orientent-ils vers des résultats globaux (qui s’intéressent aux chemins empruntés et non seulement aux résultats finaux) ? De quelle vision du monde et système de valeurs ces cadres sont-ils porteurs ?

## Evaluation de « One Health » : où en sommes-nous ?

Malgré les dix ans d’existence de la terminologie « One Health », **peu d’études ont évalué ses impacts dans des contextes opérationnels.** Si la Banque mondiale explique cela par le nombre limité d’opérations[[10]](#footnote-10), il convient de noter que près d’une centaine de réseaux « One Health » ont pourtant été identifiés par l’étude publiée en 2018 dans le *Lancet Planetary Health[[11]](#footnote-11)*. Or, celle-ci remarque aussi que peu d’évaluations sont prévues ou effectuées dans le cadre de ces réseaux : seuls 15% prévoient une stratégie de suivi et d’évaluation des impacts. Cette étude et le dernier rapport de la Banque mondiale plaident donc tous deux pour des systèmes de capitalisation plus robustes et transparents de l’opérationnalisation de « One Health ».

# ORIENTATIONS DE L’APPEL À PROPOSITIONS

## Finalité

Cette FISONG vise à innover en testant et documentant des approches nouvelles d’opérationnalisation de l’approche « One Health » / « EcoHealth » en mettant, dans une logique d’approche par les communs, les populations et les acteurs et actrices au centre des enjeux de construction et de gouvernance de santé au niveau des territoires afin d’améliorer leur résilience, en particulier face aux aléas liés au changement climatique. A l’aide des outils de la recherche (épidémiologie, modélisation, cartographies, etc.) elle doit permettre d’objectiver des situations vécues ou perçues par les populations, et peut-être d’anticiper des évolutions ou des occurrences d’évènements ayant un impact sur la santé. Les innovations portent sur (i) la dimension expérimentale de l’opérationnalisation, (ii) l’approche par le territoire (et non par secteur), (iii) la mobilisation transectorielle autour d’enjeux de santé et bien-être communs, et (iv) le dépassement d’une position de bénéficiaires et participation passive des communautés locales vers une position d’acteur et d’actrice et de gouvernance partagée.

## Lignes directrices générales

### Périmètre thématique

Les propositions présentées par les ONG devront proposer et tester des modes d’opérationnalisation qui devraient reposer sur les principes suivants :

* **Dépasser l’approche One Health pour une approche Eco Health.** Les populations et groupes sociaux qui les composent ne vivent pas, ne perçoivent pas et ne gèrent pas de la même manière les déterminants de la santé. Dans ce contexte, les mettre au centre des enjeux de santé permet de dépasser le cadre des approches classiques en mettant l’accent sur leur implication et en abordant les enjeux socioéconomiques en lien avec la santé et la gouvernance de la santé. Elle repose aussi sur une approche « par les communs », favorisant la création de ressources nouvelles à travers l’implication des bénéficiaires et l’émergence de nouveaux modes de gouvernance.
* **Faire le lien entre santé des populations et territoires**. L’amélioration de la santé animale ou humaine ne peut être appréhendée par la seule entrée technique de clinicien-ne-s mais doit prendre en compte l’ensemble du territoire dans lequel les individus évoluent et qui regroupe une variété de déterminant de santé inter-corrélés.
* **Cibler les acteurs et actrices et les pratiques selon une approche de groupes stratégiques.** Une meilleure compréhension des besoins ou des demandes des populations doit reposer sur une démarche d’anthropologie impliquée qui reconnait les conflits, les intérêts, convergents ou divergents, et les rapports de pouvoirs comme des éléments de régulation et de production de la santé.
* **Documenter et partager les enjeux autour de la production et de la gestion de la santé.** L’objectivation de faits de santé en s’appuyant sur la recherche (scientifique ou en sciences humaines), la cartographie, la modélisation… doit permettre de dresser un tableau d’une écologie sociale de la santé, d’objectiver des faits ou des situations, d’orienter des recherches, de tester de nouvelles approches et de proposer des outils de suivi autour des besoins et des demandes des populations.

Les thématiques traitées pourront toucher une large gamme de sujets (voir chapitre 2) et devront clairement s’inscrire dans une démarche « One Health / EcoHealth » à l’échelle d’un territoire.

### Périmètre géographique

En cohérence avec les priorités de l’AFD, les projets devront être situés en Afrique.

Les projets concernant un seul pays seront a priori privilégiés, dans l’optique de simplifier la mise en œuvre. Néanmoins, des projets multi-pays pourront être retenus, mais des éléments de justification de ce choix devront être apportés (approche régionale, capitalisation d’expériences dans des contextes variés, possibilité de coopération sud-sud…).

### Durée des projets

La durée moyenne d’un projet FISONG est classiquement de trois ans. Dans le cadre du présent appel à projets, la durée des projets pourra atteindre 5 ans et une évaluation à mi-parcours sera alors requise. Cette évaluation devra être intégrée au plan de financement et au pilotage du projet.

### Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs seront :

les populations humaines et animales des territoires ciblés par le projet ;

* les écosystèmes dans lesquels évoluent ces populations ;
* la société civile, les collectivités locales, et les autorités compétentes en charge de la santé humaine, animale ou de l’environnement au niveau décentralisé ou central.

### Approche genre

Les inégalités de genre existent dans toutes les sociétés humaines. Ne pas prendre en compte ces inégalités revient, de fait, à les faire perdurer ou à les renforcer. Or, l’AFD s’est engagée dans une démarche visant à la réduction des inégalités de genre (publication en 2013 du premier « CIT genre »). Le CIT OSC de 2018, qui définit les grandes lignes de la stratégie de l’AFD vis-à-vis des organisations de la société civile, rappelle également que lesdites OSC doivent viser à « pas seulement garantir que les femmes accèdent aux services mis en place, mais [qu’elles soient inclues] comme actrices des projets et de la vie locale, au même titre que les hommes ». Il précise également que les OSC devront « questionner davantage l’atteinte effective des objectifs genre des projets et d’évaluer les réussites et les manquements afin d’améliorer collectivement les pratiques en la matière »[[12]](#footnote-12).

Pour répondre aux enjeux relatifs au genre, les ONG adopteront une démarche spécifique visant à réduire les inégalités :

* Les propositions devront détailler la façon dont les rapports de genre influencent la méthodologie des activités à mettre en œuvre ;

La méthodologie proposée devra être basée sur une analyse a priori des rapports de genre et des structures sociales et hiérarchies locales existantes ;

les ONG citeront les sources d’information utilisées pour préparer leur proposition.

Cette analyse devra servir à pré-identifier différents groupes stratégiques et /ou d’intérêts. Les éléments suivants devront être pré-identifiés :

* + différents groupes socio-économiques ou groupes d’intérêts par rapport à l’objet du projet ;
  + contraintes pesant sur la participation des hommes et des femmes, ainsi que des autres groupes socio-économiques stratégiques.

Ce point sera évalué et perçu comme une réelle valeur ajoutée dans la sélection des projets soutenus.

Les ONG sont encouragées à consulter et utiliser les « Boites à outil genre développées pour l’AFD en 2015 et accessibles aux adresses :<https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-genre-sante> et <https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-genre-agriculture-developpement-rural-et-biodiversite>.

Par ailleurs, en collaboration avec l’AFD, le F3E a mis en place un dispositif d’accompagnement des ONG pour renforcer la prise en compte du genre dans leur projet. Ce dispositif sera activé pour la présente FISONG avec :

* Une formation-sensibilisation collective des ONG qui auront été retenues à l’intégration d’une perspective de genre dans leurs projets. Ce temps collectif pourra être élargi à des ONG travaillant sur les mêmes domaines et lieux d’intervention que les ONG sélectionnées ;
* Un échange individuel avec chaque ONG retenue, afin d’élaborer un plan d’action concret ;
* Si le calendrier le permet, un accompagnement au démarrage des activités pour les ONG qui auront été retenues.

### Modes d’intervention transversaux

Les ONG devront respecter les principes d’action suivants :

* Concertation, pour veiller à l’appropriation par les populations, dans leur diversité ;
* Contribution à créer et/ou faire vivre un espace public local ;
* Contribution à des politiques publiques inclusives ;
* Renforcement des acteurs et actrices, accompagnement des autorités locales.

Les ONG devront mettre en œuvre des méthodes d’interventions innovantes de diagnostic, concertation / participation / co-construction et mobilisation sociale, dialogue entre savoirs expérientiels et savoirs scientifiques, dans un contexte d’incertitudes (notamment climatique), pouvant nourrir les politiques et pratiques d’action collective.

Les projets doivent être conçus sur la base de diagnostics initiaux (issus de la connaissance antérieure du contexte et à compléter en début de projet). Ces diagnostics doivent être, autant que possible : territoriaux, participatifs, incluant une analyse des rapports de genre, incluant une analyse de la vulnérabilité socio-économique, etc. La méthodologie sera documentée de telle sorte qu’elle puisse être éventuellement réitérée ultérieurement par un tiers. Les deux résultats principaux attendus du diagnostic sont de : 1) hiérarchiser les enjeux et les degrés d’incertitude qui influencent l’action collective ainsi que 2) définir des groupes cibles pour des activités de mobilisation sociale. Le diagnostic permet également d’établir l’état de référence et les indicateurs (désagrégés par genre, le cas échéant) qui serviront au suivi et à l’évaluation des résultats du projet.

## Lignes directrices détaillées

### Cadre d’intervention

Les porteurs et porteuses de projets sont invités à préciser :

* Les objectifs ciblés par le projet ;
* L’insertion de ces objectifs dans une approche « One Health / EcoHealth » ;
* L’insertion de la méthodologie dans une démarche de communs ;
* La ou les échelle(s) d’intervention du projet ;
* Les parties prenantes du projet, en veillant à inclure les femmes, les filles et les autres groupes sociaux défavorisés le cas échéant.

### Analyse de contexte

Chaque proposition de projet fournira une analyse détaillée des parties prenantes, ainsi que des éventuels rapports de force qui sont anticipés.

### Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation

### Démarche d’innovation

Les ONG devront présenter les hypothèses innovantes qu’elles cherchent à tester. Elles proposeront la manière dont elles entendent :

* identifier les principales questions de recherche ;
* préciser les indicateurs à utiliser pour répondre aux questions, ainsi que les sources d’informations correspondantes ;
* établir les étapes du raisonnement qui permettront de répondre aux questions.

### Suivi et évaluation du projet

Les ONG proposeront un dispositif de suivi-évaluation des activités qu’elles entendent mettre en œuvre. Elles définiront des modalités de définition d’indicateurs de résultats finaux attendus et la façon dont ils seront mesurés et discutés entre les parties prenantes. Dans une logique de communs, elles s’intéresseront aussi à l’évaluation des résultats globaux et à l’évaluation des processus mêmes.

Ce suivi-évaluation pourra déboucher sur des remises en cause de certaines activités du projet, qui sont entièrement envisageables dans le cadre de la présente FISONG.

### Capitalisation

La capitalisation est un objectif important des projets innovants financés par la FISONG. Dans ce cadre, chaque ONG est invitée à expliciter les modalités de capitalisation spécifiques au projet financé. En particulier, il faudrait que les ONG, à partir d'une analyse critique de contexte et sur la base de leurs expériences, se posent un certain nombre de questions et énoncent des hypothèses d'intervention. La capitalisation et le S&E permettront de suivre la réalisation de ces hypothèses, en cherchant à identifier et comprendre les conditions qui ont permis ou pas d'atteindre les objectifs définis ex ante. Ainsi, la capitalisation ne cible pas ici les résultats, mais les conditions qui ont permis de les atteindre, quels qu'ils soient par ailleurs.

En parallèle, un ou une prestataire sera recruté-e sur appel d’offres par l’AFD pour réaliser une capitalisation globale des projets « One Health » financés par l’AFD. Dans le cadre particulier de la FISONG, l’objectif sera de porter les innovations mises en œuvre au-delà de l’échelle des projets. Les attentes principales associées à ce dispositif transversal sont les suivantes :

* apprécier et documenter la faisabilité de l’opérationnalisation de l’approche « One Health / EcoHealth » et de ses impacts sur les indicateurs de santé ;
* évaluer la possibilité de passages à l’échelle de ces approches ;
* mettre en perspective et enrichir les enseignements issus de cette FISONG en échangeant avec d’autres projets, hors du cadre de cette FISONG ;
* nourrir une réflexion multi-acteurs et actrices sur la pertinence de cette approche en fonction des territoires, des acteurs et actrices, des contextes sanitaires, etc.

Ce travail de capitalisation sera nourri par la réflexion d’un Comité scientifique qui pourra interroger les porteurs de projet tout au long de la durée de mise en œuvre.

### Qualification et expérience des ONG

Toute ONG, quelle que soit sa nationalité, est éligible à la FISONG. Une ONG souhaitant soumettre un projet pourra s’appuyer sur des partenaires des pays d’intervention. Afin de couvrir l’ensemble des thématiques envisagées et valoriser des visions et approches différentes, les ONG devront démontrer leur capacité à mobiliser une équipe interdisciplinaire soit en interne, soit par la construction de groupements ou consortium d’ONG. Des partenariats complémentaires pourront, le cas échéant être établis avec des institutions du domaine de la recherche.

Il est demandé aux ONG de justifier d’une présence de trois années minimum d’intervention dans le pays du projet afin d’assurer leur connaissance du contexte local, notamment sur les plans politique, institutionnel et socio-politique.

Les ONG doivent démontrer une expérience dans la conception et la mise en œuvre de démarches spécifiques visant à réduire les inégalités de genre ou, à défaut, expliciter de quelle façon elles ont prévu de travailler à cette réduction dans le cadre du projet qu’elles présentent. Les ONG mobiliseront des équipes adaptées aux méthodologies qu’elles proposent. Ces équipes seront placées sous la responsabilité de responsables de mission installés localement.

### Budget

Cette FISONG est dotée d’un montant de 2,5 millions d’euros, répartis – à titre indicatif à ce stade – comme suit :

* 2,2 millions d’euros pour financer des projets de terrain ;
* 0,3 million d’euros pour financer le dispositif transversal de capitalisation qui sera assuré par un ou une prestataire recruté-e sur appel d’offres.

Cette FISONG vise à financer 1-3 projet(s) d’un montant minimum de 700 000 €, sachant que la contribution financière de la FISONG ne pourra excéder 90% du coût total du projet.

Le plan de financement soumis par l’ONG devra intégrer un montant forfaitaire minimum de 2% du montant total du projet pour la réalisation d’audits externes. Ce montant sera mobilisé directement par l’ONG qui contractualisera avec un cabinet d’audit externe pour assurer la vérification des dépenses effectuées.

Il est également demandé aux ONG de sécuriser un budget permettant de couvrir les frais de déplacements liés aux activités transversales (atelier genre, ateliers de capitalisation transversale / participation aux réunions du comité scientifique) sur la base d’une réunion par an pour un des opérationnels du projet.

### Critères d’évaluation des propositions

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués |
| **Pertinence du projet en termes d’innovation et d’insertion dans le contexte local (20)** | | |
| Caractère innovant | 10 | L’existence d’un diagnostic et l’argumentaire développé sur cette base pour justifier le caractère innovant du projet tant au niveau thématique / technique qu’au niveau du ou des pays retenu(s). |
| Pertinence du projet proposé par rapport à la thématique de la FISONG | 10 | - réponse à des besoins présents et futurs  - efficacité et efficience dans la réponse à ces besoins  - acceptabilité et cohérence avec le contexte  - explicitation de l’intégration du projet proposé dans une approche « One Health / EcoHealth » et par les communs  - activités majoritairement menées par des équipes pluridisciplinaires |
| **Conduite du processus d’innovation (30)** | | |
| Processus d’innovation | 10 | La présentation de l’étape d’innovation soumise pour financement et son articulation avec ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval. La clarté et la faisabilité du processus |
| Partenariats pour l’innovation | 10 | La diversité des partenariats proposés, la démarche visant à les consolider et à favoriser l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion, les dispositifs de coopération entre les partenaires |
| Evaluation et capitalisation | 10 | Qualité des dispositions avancées pour l’évaluation des innovations, la capitalisation et la diffusion des acquis |
| **Intégration locale du projet (20)** | | |
| Valorisation des ressources locales | 10 | Valorisation des savoirs, savoir-faire et compétences locales et nationales pour la mise au point de l’innovation |
| Cohérence / politiques publiques | 10 | La cohérence du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et sa capacité à les inspirer |
| **Moyens mis en œuvre (40)** | | |
| Budget | 10 | L’adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l’efficience, la pérennité |
| Capacités de l’ONG / du consortium | 10 | Capacités à conduire un processus d’innovation et un dialogue sectoriel avec l’AFD ou dispositions prévues pour les acquérir |
| Méthodologie | 10 | La méthodologie générale de mise en œuvre du projet |
| Genre | 10 | Contribution à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs. |

### Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel indicatif pour cette FISONG est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| * **calendrier FISONG 2020** | |
| * 21 Avril 2020 | * Publication appel à propositions |
| * 15 mai 2020 | * date limite de réception des questions relatives à l’appel à propositions |
| * 29 Mai 2020 | * publication sur le site de l’AFD des réponses aux questions des ONG |
| * 30 Juin 2020 | * réception des offres – ouverture des plis |
| * Juillet 2020 | * pré-sélection – avis ambassadeurs/Agences AFD |
| * Septembre 2020 | * sélection |
| * Septembre 2020 | * annonce des résultats aux ONG |
| * Octobre 2020 | Formation / sensibilisation collective au genre des ONG présélectionnées et appui individuel à l’intégration du genre dans les projets. |
| * Novembre 2020 | * réception des dossiers - instruction |
| * Janvier 2021 | * Signature des conventions |
| * 1er trimestre 2021 | * Démarrage des projets |

# Le FFEM : un outil de financement complémentaire pour des projets « One Health » innovants

Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) intervient depuis 25 ans dans les pays en développement, pour financer des projets conciliant préservation de l’environnement et développement local.

Il occupe une place unique dans le paysage des bailleurs de fonds internationaux bilatéraux, en mettant l’innovation au cœur de son action.

Ses projets ont pour but de préserver la biodiversité, le climat, les eaux internationales, les terres, la couche d'ozone, et de lutter contre les pollutions chimiques.

Pour la période 2019-2022, le FFEM concentre son action sur cinq thématiques prioritaires: Protection et valorisation de la biodiversité, Forêts et terres agricoles durables, Résilience des écosystèmes aquatiques, Transition énergétique et villes résilientes, Cycle de vie des produits, pollutions, déchets.

Considérant les liens pollutions-santé comme étant au cœur des enjeux de développement durable actuels, dans le cadre de sa stratégie pour la période 2019-2022, **le FFEM souhaite particulièrement valoriser des projets construits autour d’une démarche « One Health ».**

**Il se présente donc comme un outil de financement additionnel à la FISONG.**

Les ONG qui le souhaitent ont la possibilité de présenter dans leur projet une composante additionnelle faisant l’objet d’une demande de cofinancement auprès du FFEM. Le FFEM pourra étudier ces projets dans le cadre de ses critères d’éligibilité et de son cycle d’instruction.

Cette composante additionnelle devra pouvoir être instruite de manière indépendante du financement FISONG (permettant que l’obtention ou non d’un financement du FFEM ne remette pas en cause la partie du projet financée par l’AFD dans le cadre de cette FISONG).

### Soumettre un projet au FFEM

Toute personne morale[[13]](#footnote-13) peut soumettre un projet au FFEM.

Chaque projet cofinancé par le FFEM est présenté à son comité de pilotage sous la responsa­bilité d’une ou plusieurs de ses six institutions membres (ministères : de l’Economie et des Finances, de l’Europe et des Affaires étrangères ; de la Transition écologique et solidaire ; de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation ; de l’Agriculture et de l’Alimentation ; et l’Agence française de développement (AFD)), qui soutient ou soutiennent le projet. Ainsi, pour présenter un projet au FFEM, le porteur de projet doit obtenir le soutien de l’une des six institutions membres du FFEM.

Les projets présentés au FFEM doivent démontrer qu’ils répondent aux huit critères suivants :

* contribution à la préservation de l’environnement mondial ;
* contribution au développement durable local dans un ou des pays en développement ;
* caractère innovant ;
* caractère démonstratif et reproductible ;
* pérennité économique et financière après projet ;
* viabilité au plan écologique et environnemental ;
* acceptabilité sociale et culturelle ;
* cadre institutionnel adéquat.

La subvention du FFEM se situe entre 500 000 et 2 000 000 € par projet. Elle représente un maximum de 30% du budget global du projet en général, 50% du budget global pour un projet présentant un caractère remarquable d’innovation ou porté par des acteurs du Sud et dont les cofinancements viennent du Sud.

Le financement sollicité auprès de l’AFD dans le cadre de cette FISONG pourra être comptabilisé dans les cofinancements attendus par le FFEM.

L’inverse ne sera en revanche pas possible, à savoir que le financement sollicité auprès du FFEM ne pourra être comptabilisé les financements propres attendus par l’AFD dans le cadre de cette FISONG (au moins 10% du montant du projet).

La durée des opérations du FFEM est généralement de 3 à 5 ans.

### Pour de plus amples informations concernant le FFEM, sa stratégie et ses modalités d’intervention : <https://www.ffem.fr/fr/ressources/strategie-2019-2022?origin=/fr/ressources>.

Modèle de note projet

**Facilité d’innovation sectorielle – ONG**

**Appel à propositions**

**Thème :**

**Nom du demandeur :**

**Signature par une personne habilitée à solliciter des cofinancements pour l’ONG :**

**Liste détaillée des documents à fournir impérativement pour que la proposition soit éligible :**

|  |  |
| --- | --- |
| Eléments à fournir | Vérification |
| **NOTE PROJET** | |
| Document unique de note-projet rédigée scrupuleusement selon le [modèle ci-joint](#NoteProjet), fourni en version électronique (format pdf) |  |
|  |  |
| Page de garde de la note-projet signée par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Budget intégré à la note-projet et signé par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’ONG |  |
| Fiche de renseignements relatifs au demandeur complétée et insérée à la note-projet |  |
| Fiche(s) de renseignements relatifs au(x) partenaires du projet complétée(s) et insérée(s) à la note-projet |  |
| **DOSSIER ADMINISTRATIF** | |
| Dossier administratif de l’ONG soumettant la demande de financement, fourni en version électronique |  |
| 1. Copie des statuts certifiés conformes à l’original |  |
| 1. Copie de la déclaration d’enregistrement en préfecture et copie de la publication au Journal Officiel [ou équivalent selon la législation en vigueur dans le pays d’implantation de l’ONG] |  |
| 1. Liste datée des membres du CA, du bureau et des principaux dirigeants et leurs coordonnées, sur laquelle figure la date des dernières élections |  |
| 1. Organigramme daté et signé par le dirigeant ; |  |
| 1. Dernier compte-rendu d’Assemblée Générale ou au minimum l’ordre du jour de la dernière assemblée générale et les principales résolutions, ainsi que toute pièce démontrant les activités engagées et réalisées et la vie associative avérée |  |
| 1. Bilans etComptes d’exploitation des trois derniers exercices (avec les annexes et notes explicatives), validés par l’AG, faisant ressortir l’origine (publique ou privée) des ressources financières. Ces informations devront être ensuite actualisées chaque année. Lors d’une demande l’année suivante, envoyer les documents comptables de l’année précédente : 2. intégralité des documents comptables (pour les ONG ayant moins de 153 000 € de financements publics) 3. intégralité des documents comptables certifiés ou audités (pour les ONG ayant plus de 153 000 € de financements publics |  |
| 1. Budget prévisionnel pour l’exercice en cours et faisant apparaitre la liste des financements publics approuvés par l’organe chargé d’arrêter et d’approuver les comptes de l’ONG (en indiquant si possibles s’ils sont acquis, sollictés ou à solliciter) |  |
| 1. Liste des financeurs privés contribuant à plus de 15% du dernier budget annuel validé de l’ONG et la composition de leur Conseil d’administration. |  |

**1. Données concernant l’ONG et le projet**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à propositions** |  |
| Demandeur |  |
| Acronyme |  |
| Nationalité |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse |  |
| N° de téléphone |  |
| Numéro de fax |  |
| Adresse électronique de l’organisation |  |
| Site internet de l’organisation |  |
| Contact –projet |  |
| Adresse électronique contact-projet |  |
| Titre du projet |  |
| Partenaires locaux |  |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) |  |
| Coût total de l’action |  |
| Contribution demandée à l’AFD |  |
| Contribution autres partenaires éventuels |  |
| Durée de l’action |  |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (1 page)**

1. **L’innovation** : quelle innovation est au cœur du projet ?
2. **Géographie et contexte** de mise en œuvre du projet
3. **Objectif général** du projet
4. **Partenaires** et bénéficiaires
5. **Résultats** attendus – **impact** du projet
6. Principaux éléments du **budget** proposé

**2.2 Cadrage de la démarche d’innovation (2 pages)**

1. **A quels besoins / problématique l’innovation entend répondre ?**

On précisera en quoi l’innovation proposée répond à des besoins présents et futurs

1. **Etat des lieux de l’existant dans le domaine et justification du caractère innovant**

On établira un rapide état des lieux de l’existant, dans le champ d’innovation que le projet entend explorer et, sur cette base, on justifiera le caractère innovant de la proposition

1. **Présentation d’éléments d’évaluation ex-ante de l’innovation**

On précisera en quoi l’innovation est une réponse pertinente aux besoins mentionnés, puis en quoi c’est une réponse que l’on peut penser efficace, efficiente, acceptable et maîtrisable à termes par les parties concernées, cohérente avec le contexte social, économique, environnemental et culturel. On mentionnera ses impacts possibles.

1. **Description du processus d’innovation et positionnement du projet**

On situera le projet dans un processus d’innovation pouvant comporter des étapes telles que la problématisation (définition précise du problème auquel on entend apporter une réponse innovante) ; la conception ou l’identification d’innovations ; la mise en réseau d’acteurs, compétences et organisations qui porteront l’innovation ; l’expérimentation à petite échelle ; l’évaluation et la validation de l’innovation ; la capitalisation et la diffusion de l’innovation ; l’expérimentation d’un passage à l’échelle… On précisera quelle(s) étape(s) du processus d’innovation est(sont) concernée(s) par le projet, ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval du projet FISONG.

1. **Présentation des partenariats envisagés autour de l’innovation**

On présentera à la fois les partenaires engagés dans le processus d’innovation et le projet (bénéficiaires directs, organisations de base, entreprises, ONG, recherche, partenaires publics…) et la façon dont on entend consolider ces partenariats (rôle de chacun, instances de dialogue, élargissements envisagés, etc…)

1. **Propositions relatives à l’évaluation et à la capitalisation**

On présentera ce qui est envisagé pour évaluer de façon précise les résultats des expérimentations envisagées, puis ce qui est envisagé en termes de capitalisation et de diffusion (comment, à destination de qui ?)

1. **Lien avec les politiques publiques**

On présentera en quoi le projet pourrait alimenter une réflexion sur les politiques publiques en place, voire les inspirer et ce qui a éventuellement été prévu pour cela.

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte du genre (3 pages)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.**

On répondra notamment à la question : en quoi est-il pertinent de conduire ce processus d’innovation à cet endroit, avec ces acteurs locaux ?

1. **Résultats attendus localement, impacts possibles**

On présentera les résultats attendus pour les bénéficiaires directs, ainsi que les impacts potentiels pour la zone d’intervention

1. **Schéma organisationnel**

On répondra notamment aux questions : avec qui le projet sera-t-il mis en œuvre ? Qui sont les partenaires du projet ? Quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations avec les partenaires ?

1. **Mode opératoire du projet**

On décrira la méthodologie générale envisagée ainsi que les modes opératoires relatifs à des actions particulièrement déterminantes pour le succès du projet

1. **Description des principales interventions**

Le projet sera décliné en interventions à envisager simultanément ou dans l’ordre dans lequel elles seront présentées.

1. **Coûts de mise en œuvre**

Elaborer un budget TTC d’une page faisant clairement apparaître chaque composante du projet et les différents financements. Les dépenses les plus conséquentes pourront être l’objet d’explications succinctes. L’ONG pourra utiliser le modèle de plan de financement mis à disposition pour le cofinancement des initiatives ONG :

1. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face**

On exposera les risques contextuels à envisager, ainsi que les risques spécifiquement liés au caractère innovant du projet, puis les mesures envisagées pour y faire face.

1. **Genre**

Préciser en quoi l’innovation peut avoir des effets positifs sur le genre (contribuer à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, à une justice sociale favorable à l’égalité femmes-hommes) et comment ils garantissent l’absence de possibles effets négatifs.

**2.4 Capacité de mise en œuvre du projet, expertise (1 page)**

1. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)**
2. **Expertise mobilisée**
3. **Capacité de l’ONG à conduire un processus d’innovation**

Outre ses capacités, l’ONG évoquera l’expérience dont elle dispose en la matière et les outils dont elle dispose (par exemple en termes de capitalisation et de diffusion). Les ONG qui ne disposeraient pas de telles capacités expliqueront ce qu’elles envisagent de faire pour les acquérir.

1. **Capacités à conduire un dialogue sectoriel avec l’AFD**

L’ONG présentera les compétences sectorielles dont elle dispose et qu’elle compte mobiliser pour un dialogue étroit avec les responsables sectoriels de l’AFD, en particulier au siège de l’AFD

**3.** **Fiches de renseignements**

* + **Fiche de renseignements relative au demandeur**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :**  (à laquelle toutes les correspondances concernant ce projet devront être envoyées) |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Zone(s) d’intervention :** |  |
| **Secteur(s) d’intervention :** |  |
| **Existence d’un document stratégique validé en AG[[14]](#footnote-14):** |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et l’AFD au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service de l’AFD concerné) |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’ONG et le Ministère des Affaires Etrangères français au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service du MAE concerné) |  |
| **Appartenance à des collectifs, réseaux, plates-formes :** |  |
| **Principales publications de l’ONG :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet** | **Nom** | **Téléphone** | **Adresse électronique** |
| Référent technique : |  |  |  |
| Référent financier : |  |  |  |
| Référent administratif : |  |  |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  | | |
| **Nom, prénom et qualité de la personne responsable du présent dossier de demande de cofinancement[[15]](#footnote-15) :** |  | | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date de création :** | |  | | | |
| **Statut Juridique :** | |  | | | |
| **Les références de la déclaration à la Préfecture :** | | | | | |
| N° |  | Date |  | Département |  |
| **La date de publication au Journal officiel :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date de reconnaissance d'utilité publique :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date d'agrément par un ministère, lequel** **:** | |  | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nom et prénom du secrétaire général :** |  |
| **Nom et prénom du trésorier :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration[[16]](#footnote-16) :** |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres un agent de l’Agence Française de Développement ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres une personne politiquement exposée[[17]](#footnote-17) ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Date de l’Assemblée générale au cours de laquelle ont été élus les membres du CA et du bureau actuels :** |  |
| **Date d’échéance des mandats de ces membres :** |  |
| **Date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **20..** | **20..** | **20..** |
| **Nombre de membres** |  |  |  |
| **Nombre de cotisants** |  |  |  |
| **Montant des cotisations** |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Effectifs au siège de l’ONG :** | Total (ETP[[18]](#footnote-18)) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |
| **Effectifs à l’étranger :** | Total (ETP) | Temps plein | Temps partiel |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |  |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |  |  |
| Volontaire(s) |  |  |  |
| Bénévole(s) |  |  |  |
| Total |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques budgétaires par pôle de dépenses** | **Montants totaux des fonds alloués au cours des trois dernières années** | | | | | | | | | |
| **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | | **%** | **Total** | | **%** |
| **Fonctionnement de l'association** | | | | | | | | | | |
| Frais de personnel (salariés siège et terrain [expatriés et locaux]) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Charges locatives |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais financiers, impôts et taxes |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais de communication et de collecte de fonds |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **Interventions[[19]](#footnote-19)** | | | | | | | | | | |
| Actions de solidarité internationale |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sensibilisation/éducation au développement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide alimentaire |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide d'urgence |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Envoi de volontaires (pour les ONG d’envoi de volontaires) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Action en faveur des réfugiés |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Missions |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Autres |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  | |  |  | |

**Montant des ressources financières globales des trois dernières années**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Chiffre d’affaires de l’ONG** | **Dont fonds publics[[20]](#footnote-20)** | | **% du CA total** | **Dont fonds privés** | | **% du CA total** |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG **[[21]](#footnote-21)**: |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 15% du budget total de l’ONG : |  |  |
| Dont autres ministères centraux : |  |  |

* + **Fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet**

**L’ONG soumettant la demande de financement FISONG confirme que l’ensemble des partenaires impliqués dans cette proposition ont été consultés et ont donné leur accord pour leur participation.**

Préciser le nombre total de partenaires impliqués dans le projet.  :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet :** |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique:**  (Joindre au dossier technique le certificat d’enregistrement ou l’équivalent, si la structure est informelle le préciser ici.) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Liste des membres du CA :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Principaux domaines d’intervention :** |  |
| **Ressources humaines de l’association :** |  |
| **Budget total annuel en euros :** |  |
| **Principaux donateurs :** |  |
| **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc. :** |  |
| **Historique et nature de la coopération avec le/les partenaire(s) :** liens institutionnels et contractuels |  |
| **Rôle et implication dans la préparation du projet proposé :** |  |
| **Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé :** |  |
| **Expérience d’actions similaires en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée :** |  |

1. NB : les propositions jugées hors sujet par la Commission de sélection ne seront pas notées. [↑](#footnote-ref-1)
2. Source : Destoumieux Garzón D et al. 2018. Frontiers in Veterinary Science [↑](#footnote-ref-2)
3. L’article « A history of ‘One Health’ » par B.R. Evans et F.A. Leighton (2014) offre l’un des panoramas les plus complets de l’origine de « One Health » dans les différents courants de la pensée occidentale : [DOI: 10.20506/rst.33.2.2298](http://dx.doi.org/10.20506/rst.33.2.2298)  [↑](#footnote-ref-3)
4. Disponible sur : <http://www.who.int/foodsafety/zoonoses/final_concept_note_Hanoi.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
5. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/b-i7377e.pdf> [↑](#footnote-ref-5)
6. Rage, maladie du sommeil, leishmaniose, cysticercose, échinococcose et les trématodoses d’origine alimentaire. [↑](#footnote-ref-6)
7. O’Neill Jim, *Tackling Drug-resistance Infections Globally : Final Report and Recommendations*, 05/2016 : <https://amr-review.org/sites/default/files/160518_Final%20paper_with%20cover.pdf> [↑](#footnote-ref-7)
8. One Health and EcoHealth: the same wine in different bottles?, F. Roger, infection ecology &epidemiology, 2016. [↑](#footnote-ref-8)
9. Disponible sur : <https://www.cbd.int/health/SOK-biodiversity-en.pdf> [↑](#footnote-ref-9)
10. Banque mondiale, *One Health: Operational Framework*, 2018 [↑](#footnote-ref-10)
11. Khan Mishal S et al., *Lancet Planetary Health*, “The growth and strategic functioning of One Health networks: as systematic analysis”, 2018 : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/29880158> [↑](#footnote-ref-11)
12. Agence française de Développement, *L’Agence française de Développement partenaire des organisations de la société civile – cadre d’intervention transversal 2018-2023*, 2018, 61p. [↑](#footnote-ref-12)
13. À l’exception des acteurs individuels, personnes physiques [↑](#footnote-ref-13)
14. Joindre au dossier administratif le document stratégique de l’ONG, ce document est obligatoire pour présenter une demande de subvention dans le cadre d’une convention-programme. [↑](#footnote-ref-14)
15. Joindre au dossier administratif la liste des personnes habilitées à signer les conventions et tout autre document officiel pour l'association. [↑](#footnote-ref-15)
16. Joindre la liste détaillée au dossier administratif. [↑](#footnote-ref-16)
17. Une **personne politiquement exposée (PPE)** est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec *les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées* présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus. [↑](#footnote-ref-17)
18. Equivalent Temps Plein. [↑](#footnote-ref-18)
19. Activités de Solidarité internationale et Education au Développement. [↑](#footnote-ref-19)
20. Comptabiliser ici l’ensemble des fonds d’origine publique : subventions et prestations ; fonds publics d’origine locale, nationale, internationale, etc. [↑](#footnote-ref-20)
21. Veuillez lister ici l’ensemble des contributeurs privés apportant une contribution supérieure ou égale à 10% du budget total de l’ONG (en référence aux derniers comptes annuels validés en Assemblée Générale). S’il s’agit d’une personne morale, communiquer la liste des membres du Conseil d’Administration de cet organisme (nom, prénom, fonction et adresse) ou s’il s’agit d’une personne physique, communiquer son identité (nom, prénom, fonction et adresse) [↑](#footnote-ref-21)